

# Sécurité, mais de quelle crise parle-t-on ?



***La biopolitique<sup>1</sup> capitaliste et autoritaire de l'État français instrumentalise la crise sanitaire à des fins non pas sécuritaires, mais plutôt de sûreté de l'État et privilégie structurellement l'économie au détriment des besoins sanitaires des personnes les plus vulnérables.***

***Ce n'est pas simplement une machination pour supprimer les libertés publiques ! Cette crise s'effectue sous couvert de la bonne marche du capitalisme en minimisant les dépenses sanitaires et en maximisant la participation de chacun à l'économie. Tous les choix s'opérant sous les autorités sanitaires se font dans le cadre de la rationalité capitaliste, elle implique les décisions que prennent les gouvernements et autres institutions.***

La crise sanitaire, voilà le maître-mot des mesures du gouvernement, voilà le sujet dont l'État et les médias, en fixant le cadre de nos critiques, occupent le plus notre quotidien. Droite, gauche, centre, tous s'accordent sur le sujet ! Même si l'opposition à la majorité parlementaire monte au créneau pour un seul et malheureux article de la loi de « sécurité globale », c'est pour faire la jonction opportuniste et électoraliste, avec la colère montante dans la population.

Par ce projet de loi, c'est la répression policière<sup>2</sup> qui déborde une fois de plus dans l'histoire des mouvements sociaux, d'où dégueule le caractère républicain de « l'usage du monopole de la force publique » (sic), dans cette France « terre d'asile et de fraternité » ! 1986, qui se souvient de Malik Oussebine et des voltigeurs, motards perdus de Charles Pasqua ? ou en 1961, plus de 120 Algériens et en 1962, 9 manifestants sont assassinés sous les ordres d'un ancien collabo, le préfet Papon ? etc.

Depuis la fin du « pacte » fordo-tayloriste des années 1970-80, la montée de la brutalité n'a jamais autant menacé nos existences. Lors de la contestation de la réforme des retraites comme lors du mouvement de revendications des Gilets Jaunes et aujourd'hui encore, la police tue, tabasse, mutile, donne du bâton...

Et il faut toujours plus de flics, de milices privées, plus de surveillances vidéo, plus de lois, plus de juges, plus de prisons, tout ces plus sont de trop ! Il faudrait plutôt supprimer ce qui les motive !

Rarement (ou alors pour faire bonne figure dans cette justice de classe), les brutes, les chiens fous du pouvoir, ceux de la police sont punis par leur pairs adeptes de cette cruelle tradition ! De la bouche de la directrice de l'IGPN (police des polices), deux cas sur des centaines d'affaires de violences ont été au bout de procès et de condamnations. La vengeance nous fait horreur, mais la vérité serait déjà morale ! (de cela c'est un fait avéré, l'État n'en a pas et nous n'en voulons plus !).

Nous ne voulons plus non plus de tous ceux qui sous l'appellation du droit légal et sur le travail de tous, pratiquent « l'optimisation fiscale », détournant le fric de contributions sociales par millions vers leurs seules poches.

Nous ne voulons plus non plus de ceux qui flexibilisent encore plus leur main-d'œuvre, faisant trimer sous « ubérisation », s'asseyant sur la dignité humaine de leurs travailleurs indépendants, masqués donc protégés (*salariat, ton régime n'était plus assez intéressant pour nos profits !*) ; et non plus de ceux qui font travailler leurs employés, en plein confinement, avec le chômage partiel pour faire une plus-value plus juteuse, avec des salaires payés par l'État.

<sup>1</sup> Néologisme utilisé par Michel Foucault pour identifier une forme d'exercice du pouvoir qui porte, non plus sur les territoires mais sur la vie des individus, sur des populations, le biopouvoir

<sup>2</sup> L'institution policière naît en Angleterre, issue de l'État moderne et de son compagnon de route le capitalisme. Elle fait partie de l'appareil répressif de l'État et fonctionne à la violence (physique ou non) ; c'est un instrument de régulation des capitalistes assurant ainsi leur pouvoir. Le but n'est pas de supprimer le crime, mais, notamment, de le contrôler suivant certaines limites et de l'utiliser selon ses propres intérêts.

Dans l'hospitalisation publique, où règne aussi la rationalisation économique, le sabotage et la déshérence des gestions comptables successives n'ont pas épargné non plus les travailleurs et travailleuses tous services confondus (et pas que le soin), réprimés hier encensés aujourd'hui ; les malades âgés, qui ne demandaient pas à partir si tôt, ne sont pas épargnés. Nous n'en voulons plus non plus !

Nous ne voulons plus non plus des nouveaux Ténardier, des marchands de sommeil, bailleurs de turnes infectes et délabrées. Nous ne voulons plus du chantage au logement qui entretient la rente du bailleur « heureux propriétaire ».

La liste de tous ces dangereux nuisibles, prêts à nous exploiter n'est pas close, mais rassurez-vous gentils administrés, les politiques semblent avoir trouvé des méthodes infaillibles pour ramener les prétendues sécurité et civilité dans notre monde et surtout pour répondre à la bonne marche du capitalisme : un confinement, une crise sanitaire, le plus « bel » exercice de contrôle de masse de tous les temps. Une loi de « sécurité globale », un *package* auquel tout autocrate et dictateur de n'importe quel régime autoritaire, dans l'histoire de ce pauvre monde, n'aurait jamais rêvé.

Sous nos yeux pleins de « reconnaissance », leur milice « nationale » est devenue la digue infranchissable de cet « État de droit », qui continue à nous réprimer et qu'il nous faut détruire !

Il n'y a pas de hasard, c'est dans le cadre de l'État-Nation, structure du capitalisme (constructions récentes et apparues fortuitement), que la focalisation de nos « bien-honorés » politiques sur les Black Blocs ou les petits dealers de haschich ne signifiera jamais que ceci :

- leur impossibilité à résoudre les vrais problèmes de notre temps ;
- leur complicité dans les destructions et les nuisances qu'on nous fait subir ;
- leur volonté de nous laisser dans l'ignorance et l'impuissance, de nous confiner dans une société qui nous stigmatise comme délinquants, qui nous rend fous et criminalise les plus misérables.

Mais on peut sortir de cet « *État de merde* » ! il n'est pas immuable !

Pourquoi pas avec l'anarchosyndicalisme, cet outil d'émancipation et de lutte (localement dans nos entreprises et nos quartiers) pour améliorer nos conditions de vie ? Son moteur : l'entraide ; son carburant : le débat mené par ses assemblées générales ; sa conduite : l'action directe.

Ses moyens sont justifiés par son but.

Nous voulons une société libre, sans État, sans armée, sans exploités ni exploités, sans hiérarchie ni discrimination d'aucune sorte ; une société basée sur l'entraide où chacun apportera ce qu'il a et recevra ce dont il a besoin ; une société où les décisions seront prises dans des assemblées générales souveraines et où les mandatés seront porteurs d'un mandat impératif et seront révocables à tout moment ; une société qui laissera la fenêtre ouverte à nos rêves. Cette société, c'est à nous de la construire car aucun politicien ne le fera à notre place.

## **Ne nous trompons pas de crise ! La réelle insécurité, c'est l'État et le capitalisme**

.....  
Le Syndicat Intercorporatif de Montpellier, CNT-AIT, est une organisation anarchosyndicaliste autogérée, fédéraliste et internationaliste. Ses moyens sont l'action directe (grève, boycott, sabotage du bénéfice patronal...) et la solidarité. Son but est de contribuer à l'émergence d'une société communiste anarchiste.

Pour nous contacter et recevoir gratuitement deux exemplaires de notre presse :

**Syndicat Intercorporatif de Montpellier CNT-AIT - BP 41176 - 34009 Montpellier cedex 1**  
**contact@cnt-ait-montpellier.org**

<http://www.cnt-ait-montpellier.org/> - Confédération Nationale du travail : <http://www.cnt-ait-fr.org/>